



Communiqué de Presse

Paris, le 10 mai 2007

LES MÉNAGES CONTINUENT D'ACCROÎTRE LEUR PATRIMOINE EN FRANCE COMME EN EUROPE

Le taux d'épargne des ménages français a baissé de près de deux points entre 2002 et 2005, comme dans une majorité de pays européens, pour atteindre 15 %. En moyenne, sur la même période, le taux d'épargne baissait de 0,4 % dans les pays européens. Cette baisse marque une rupture par rapport à la période antérieure, ont indiqué Jacques de Larosière, Président de l'Observatoire de l'Épargne Européenne (OEE) et Didier Davydoff, Directeur de l'OEE, lors de la présentation d'une étude intitulée « Les comportements d'épargne et d'endettement des Français sont-ils devenus anormaux ? »

La baisse du taux d'épargne en France reflète l'augmentation du recours au crédit des Français, mais ceux-ci continuent à accroître leur patrimoine, qui a dépassé les 9 000 milliards¹ d'euros à fin 2005. Ce comportement des Français répond à des préoccupations communes à l'ensemble des ménages européens, compte tenu des facteurs démographique, économique et sociologique :

- **Un plus fort recours au crédit pour l'acquisition d'un logement**

Le recours au crédit de la part des ménages a pour objet principal l'acquisition du logement. Ainsi, l'encours de crédit immobilier a augmenté de près de 40 % en France entre 2002 et 2005, un rythme identique à la moyenne européenne. La demande de logements augmente et le recours au crédit est aussi nécessaire car de plus en plus de ménages reçoivent leur héritage à l'âge mûr. Le crédit leur permet d'acquérir leur logement sans attendre de disposer de ce capital.

¹ A titre indicatif, ce patrimoine comprend une partie financière et une partie non financière (principalement : le logement et le capital physique des entrepreneurs individuels).

Les prix de l'immobilier ont par ailleurs fortement augmenté au cours des années récentes. Mais entre 2002 et 2005, la charge de la dette a pu être contenue grâce à la diminution des taux d'intérêt et à l'allongement de la durée des prêts. Globalement, le poids des intérêts payés par les ménages par rapport à leur revenu n'a pas augmenté sur cette période.

En ce qui concerne le crédit à la consommation, la France est dans la moyenne européenne avec un encours de crédit par habitant de 2 332 euros (2 239 euros en Europe).

▪ **Une augmentation des placements financiers...**

Parallèlement, les ménages augmentent leurs placements financiers, là encore pour répondre à des besoins fondamentaux des sociétés modernes: nécessité de compléter les revenus à la retraite et volonté de se protéger contre le risque de dépendance dans le grand âge. En 2005, les placements financiers des ménages français ont représenté 14,5 % de leur revenu, contre 13,1 % en 2002. Ce taux est légèrement inférieur à la moyenne européenne (15%).

...mais insuffisamment orientés à long terme vers les actions

Les ménages français sont depuis plusieurs années vendeurs nets d'actions cotées. Ils en ont vendu pour près de 15,6 milliards d'euros entre 1998 et 2005.

Ce flux négatif a toutefois été compensé par les achats d'actions indirects à travers des OPCVM et des contrats d'assurance vie. L'ensemble des investissements en actions à travers ces deux supports s'est en effet élevé à près de 100 milliards d'euros sur la période 1998-2005. Il convient cependant de remarquer que ces achats indirects tendent à se stabiliser, malgré la croissance de l'assurance vie en 2006, en partie imputable à des transferts des Plans d'Épargne Logement dus aux mesures fiscales décidées fin 2005.

Une insuffisante orientation des placements vers les actions se traduit par une rémunération de l'épargne des ménages inférieure à ce que permet un arbitrage optimal entre le risque et le rendement, s'agissant d'une épargne de long terme.

Contact :

Didier Davydoff – Tel : 01 43 12 58 00 – E-Mail : d.davydoff@oeefr